



Treaty Series No. 87 (1977)

Exchange of Notes

between the Government of the
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
and the Government of the French Republic
further amending the Protocol of
6 August 1914 and the Exchange of Notes
of 24 November/5 December 1939
concerning the Situation of
Statutory Corporations in the
New Hebrides

London, 9 June 1977

[The Exchange of Notes entered into force on 9 June 1977]

*Presented to Parliament
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs
by Command of Her Majesty
November 1977*

LONDON

HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

25p net

EXCHANGE OF NOTES
BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM
OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE
GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC FURTHER
AMENDING THE PROTOCOL OF 6 AUGUST 1914 AND THE
EXCHANGE OF NOTES OF 24 NOVEMBER/5 DECEMBER 1939
CONCERNING THE SITUATION OF STATUTORY CORPORATIONS
IN THE NEW HEBRIDES

No. 1

*The French Ambassador at London to the
Secretary of State for Foreign Affairs*

*Ambassade de France,
Londres.*

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Le 9 Juin 1977.

J'ai l'honneur de me référer aux entretiens qui ont eu lieu entre les représentants du Gouvernement de la République Française et du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la situation des organismes dotés de la personnalité morale en vertu des dispositions du Protocole concernant les Nouvelles-Hébrides, signé à Londres le 6 août 1914, et de proposer que ce Protocole et l'accord complémentaire constitué par l'échange de lettres du 24 novembre et du 5 décembre 1939, soient modifiés de la façon suivante:

1—à la fin de l'article 4, paragraphe 2, ajouter, afin d'éviter toute équivoque la phrase suivante:

“ Les Hauts-Commissaires ou les Commissaires-résidents auront le pouvoir, pour assurer le fonctionnement d'un service conjoint ou pour tout autre objet d'intérêt public, de créer, par Décision Conjointe, des organismes dotés de la personnalité morale, capables notamment d'acquérir, de posséder et de céder des biens de toute nature, de poursuivre et d'être poursuivis en justice ”.

2—à l'article 12, paragraphe 1, ajouter le nouvel alinéa suivant:

(D)—Nonobstant toute disposition contraire de la présente Convention, dans toutes les actions auxquelles un organisme doté d'une personnalité morale, créé par une Décision Conjointe prise en vertu du paragraphe 2 de l'article 4, sera partie ”.

3—à l'article 13, paragraphe 1, ajouter le nouvel alinéa suivant:

(E)—Dans tout litige auquel un organisme doté de la personnalité morale, créé par une Décision Conjointe prise en vertu du paragraphe 2 de l'article 4 de la présente Convention, sera partie, la loi applicable, dans le cas où les dispositions de la présente Convention ou des Règlements Conjointes pris en vertu de cette Convention ne le seront pas, sera:

- a) dans les actions auxquelles un non indigène est partie, la loi de la puissance signataire dont relève le non indigène;
- b) dans les actions auxquelles un indigène est partie, la loi de l'une ou de l'autre des puissances signataires au choix de l'indigène;
- c) dans les actions auxquelles un sujet ou un citoyen britannique et un indigène sont parties, la loi anglaise;
- d) dans les actions auxquelles un citoyen français et un indigène sont parties, la loi française;
- e) dans les actions auxquelles sont parties des non indigènes sujets ou citoyens des deux puissances signataires, ou de tels sujets ou citoyens et des indigènes, la loi de l'une ou de l'autre de ces puissances choisie d'un commun accord par toutes les parties, et, à défaut, de celle que déterminera le Président du Tribunal mixte.

Toutefois, si le litige porte sur un contrat ou tout autre acte ou fait intervenu sous le régime de la loi de l'une ou de l'autre des deux puissances signataires, la loi à appliquer sera celle sous laquelle aura été conclu le contrat ou sera intervenu l'acte ou le fait ”.

4—à l'article 14, paragraphe 1, ajouter le nouvel alinéa suivant :

(D)—Nonobstant les dispositions des alinéas (A), (B), et (C) du présent paragraphe, le Tribunal mixte déterminera et fixera par un texte qui sera publié dans l'Archipel, les règles de procédure à suivre dans toutes actions auxquelles un organisme doté de la personnalité morale, créé par une Décision Conjointe prise en vertu du paragraphe 2 de l'article 4 de la présente Convention, sera partie ”.

5—à l'article 23, paragraphe 1, ajouter le nouvel alinéa suivant :

(C)—Nonobstant les dispositions des paragraphes (A) et (B) du présent paragraphe, dans toutes les actions auxquelles un organisme doté de la personnalité morale créé par une Décision Conjointe prise en vertu du paragraphe 2 de l'article 4 de la présente Convention, sera partie :

la loi indiquée à l'alinéa (E) du paragraphe 1 de l'article 13 ”.

6—juste après l'alinéa c) du paragraphe (2) de l'accord constitué par l'échange de notes des 24 et 5 décembre 1939 modifié par l'échange de lettres du 1er juillet 1976 ajouter les dispositions suivantes :

“ Toutefois,

- 1/ en ce qui concerne les actions entre des non indigènes et un organisme doté de la personnalité morale, créé par une Décision Conjointe prise en vertu du paragraphe 2 de l'article 4, l'assesseur sera un sujet ou citoyen de la nationalité du non indigène ou de celle du Gouvernement aux lois duquel il est soumis,
- 2/ en ce qui concerne les actions entre des indigènes et un organisme doté de la personnalité morale, créé par une Décision Conjointe prise en vertu du paragraphe 2 de l'article 4, l'assesseur sera un indigène,

- 3/ en ce qui concerne les actions entre des non indigènes ou citoyens des deux puissances signataires, ou de tels sujets ou citoyens et des indigènes d'une part, et d'autre part un organisme doté de la personnalité morale, créé par une Décision Conjointe prise en vertu du paragraphe 2 de l'article 4, l'assesseur sera un sujet ou citoyen de l'une ou de l'autre des deux puissances signataires selon le choix commun des parties. A défaut d'accord, l'assesseur sera choisi au sort”.

Si les propositions ci-dessus reçoivent l'agrément du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, j'ai l'honneur de suggérer que la présente note et la réponse de Votre Excellence dans ce sens, constituent un Accord entre les deux Gouvernements pour amender le Protocole du 6 août 1914 et l'accord constitué par l'échange de lettres du 24 novembre et du 5 décembre 1939, avec effet à la date de votre réponse.

J'ai l'honneur d'être de Votre Excellence
le très humble et
très obéissant serviteur.

J. DE BEAUMARCHAIS.

*The Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs to the
French Ambassador at London*

*Foreign and Commonwealth Office,
London.*

Your Excellency,

9 June 1977.

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's Note of today's date, which in translation reads as follows:

"I have the honour to refer to discussions between representatives of the Government of the French Republic and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland concerning the situation of statutory corporations under the provisions of the Protocol respecting the New Hebrides signed at London on 6 August 1914⁽¹⁾ and to propose that the Protocol, and the Agreement supplementing it which was constituted by the Exchange of Notes of 24 November and 5 December 1939⁽²⁾, be amended in the following manner:

- (1) By adding, for the avoidance of doubt, the following sentence at the end of Article 4, paragraph 2, of the Protocol—

"The High Commissioners or the Resident Commissioners may, for the purpose of carrying on any joint services, or for any other public purpose, establish by a joint decision statutory corporations capable in particular of acquiring, owning and transferring property of all descriptions and of suing and being sued."

- (2) By adding to Article 12, paragraph 1, of the Protocol the following new sub-paragraph—

"(D) Notwithstanding anything that may appear to the contrary in the provisions of the present Convention, in all proceedings to which any statutory corporation established by a joint decision made pursuant to Article 4, paragraph 2, of the present Convention is a party."

- (3) By adding to Article 13, paragraph 1, of the Protocol the following new sub-paragraph—

"(E) In any action to which any statutory corporation established by a joint decision made pursuant to Article 4, paragraph 2, of the present Convention is a party, the law to be applied shall, in those cases to which the provisions of the present Convention or joint regulations made thereunder do not apply, be:

- (a) in actions in which a non-native is a party, the law of the Signatory Power of which the non-native is a dependent;
(b) in actions in which a native is a party, the law of one or other of the two Signatory Powers at the choice of the native;

⁽¹⁾ Treaty Series No. 7 (1922), Cmd. 1681.

⁽²⁾ Treaty Series No. 8 (1940), Cmd. 6184.

- (c) in actions in which a British subject and a native are parties, the law of England;
- (d) in actions in which a French citizen and a native are parties, the law of France; and
- (e) in actions in which non-natives, being subjects or citizens of more than one of the two Signatory Powers, or such subjects or citizens and natives, are parties, the law of one or other of the Powers which shall be agreed by all the parties, and if no agreement is reached, the law which the President of the Joint Court shall decide:

Provided that where the action is based on a contract or any other act or thing entirely within the purview of the law of one or other of the two Signatory Powers, the law to be applied shall be the law under which the contract was concluded or the act or thing took place.”

- (4) By adding to Article 14, paragraph 1, of the Protocol the following new sub-paragraph:

“(D) Notwithstanding the provisions of sub-paragraphs (A), (B) and (C) of this paragraph, the Joint Court shall determine and settle by an order, which shall be published in the Group, the rules of procedure to be followed in all actions to which any statutory corporation established by a joint decision made pursuant to Article 4, paragraph 2, of the present Convention is a party.”

- (5) By adding to Article 23, paragraph 1, of the Protocol the following new sub-paragraph:

“(C) Notwithstanding the provisions of sub-paragraphs (A) and (B) of this paragraph, in all proceedings to which any statutory corporation established by a joint decision made pursuant to Article 4, paragraph 2, of the present Convention is a party:

The law as laid down in Article 13, paragraph 1, sub-paragraph (E).”

- (6) By inserting immediately after sub-paragraph (c) of paragraph (2) of the Agreement constituted by the Exchange of Notes of 24 November and 5 December 1939 (as amended by the Exchange of Notes of 1 July 1976⁽³⁾) the following proviso:

“ Provided that:

- (i) in regard to proceedings between non-natives and any statutory corporation established by a joint decision made pursuant to Article 4, paragraph 2, of the Protocol the assessor shall be a subject or citizen of the nationality of the non-native or of that of the Government to whose laws he is subject;
- (ii) in regard to proceedings between natives and any such statutory corporation the assessor shall be a native;
- (iii) in regard to proceedings between non-natives being subjects or citizens of more than one of the two Signatory Powers, or such

(³) Treaty Series No. 7 (1977), Cmnd. 6712.

subjects or citizens and natives, and any such statutory corporation, the assessor shall be a subject or citizen of one or other of the two Signatory Powers shall be agreed by the parties. If no agreement is reached, the assessor shall be selected by ballot.”.

If the foregoing proposals are acceptable to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, I have the honour to suggest that the present Note and Your Excellency's reply in that sense shall constitute an Agreement between the two Governments amending the Protocol of 6 August 1914 and the Agreement constituted by the Exchange of Notes of 24 November and 5 December 1939, which shall enter into effect on the date of Your Excellency's reply.”.

In reply, I have the honour to inform you that the foregoing proposals are acceptable to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland who approve Your Excellency's suggestion that your Note and the present reply shall constitute an Agreement between the two Governments which shall enter into force on this day's date.

I have the honour to be

with the highest consideration

Your Excellency's obedient Servant

(for the Secretary of State)

F. S. E. TREW.

HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

Government Bookshops

49 High Holborn, London WC1V 6HB

13a Castle Street, Edinburgh EH2 3AR

41 The Hayes, Cardiff CF1 1JW

Brazennose Street, Manchester M60 8AS

Southey House, Wine Street, Bristol BS1 2BQ

258 Broad Street, Birmingham B1 2HE

80 Chichester Street, Belfast BT1 4JY

*Government publications are also available
through booksellers*